

Convention collective arrondissement

IDCC : 1592. – **MÉTALLURGIE DU VALENCIENNOIS
ET DU CAMBRÉSIS (NORD)**

(13 juillet 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)

*(Etendue par arrêté du 10 juillet 1991,
Journal officiel du 27 août 1991)*

■ *Journal officiel* du 25 janvier 2006

**Arrêté du 16 janvier 2006 portant extension de deux avenants à la
convention collective des industries métallurgiques du
Valenciennois et du Cambrésis (n° 1592)**

NOR : SOCT0610123A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1991 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 18 novembre 2003, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990 et de textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'avenant du 1^{er} juillet 2005 (valeur du point, prime de panier de nuit) à la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant du 1^{er} juillet 2005 relatif aux rémunérations annuelles hiérarchiques garanties à l'accord du 9 juillet 1992 conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 25 novembre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990, tel qu'étendu par arrêté du 10 juillet 1991, modifié par l'avenant du 3 juillet 1995, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'avenant du 1^{er} juillet 2005 relatif aux rémunérations annuelles hiérarchiques garanties à l'accord du 9 juillet 1992 conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'avenant du 1^{er} juillet 2005 (valeur du point, prime de panier de nuit) à la convention collective susvisée. Les articles 2 et 3 sont étendus sous réserve des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 janvier 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte des avenants susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/36, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix unitaire de 7,50 €.